

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/01/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS KERBIRIO

3 impasse Saint-Éloi

ZI AMPÈRE

77 220 Gretz-Armainvilliers

Références : E4/24 - 0145
Code AIOT : 0006501204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2023 dans l'établissement ETS KERBIRIO implanté 3 impasse Saint-Éloi – Zone industrielle Ampère – 77 220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS KERBIRIO
- 3 impasse Saint-Éloi – Zone industrielle Ampère – 77 220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KERBIRIO est implantée dans la zone industrielle de Gretz-Armainvilliers. Ses activités sont réparties dans deux bâtiments (usine n°1 et usine n°2) séparés par des tiers de chaque côté de l'impasse Saint-Eloi.

Fondée en 1965, elle est spécialisée dans le traitement de surface des pièces métalliques (acier, inox, cuivre, aluminium ou zamak), principalement destinées aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de la mécanique.

La principale activité est le zingage (zinc nickel, zinc lamellaire) mais elle réalise aussi :

- des traitements organiques (peinture, cataphorèse)
- la conversion électrolytique (conversion anodique...)
- le nettoyage et la préparation par actions chimiques et électrolytiques
- le nettoyage et la préparation par impact (sablage, microbillage, grenaillage...).

Elle emploie à ce jour 46 salariés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	protection des réseaux internes de l'établissement	arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 4.2.4.2.	lettre de suite préfectorale	15 jours
7	infrastructures et installations	arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 7.2.4.	lettre de suite préfectorale	3 mois
8	consommations d'eau	arrêté ministériel du 20/06/2006, article 15	lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	implantation - aménagement	arrêté ministériel du 30/06/2006, article 9	avec suites, lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	implantation - aménagement	arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10	avec suites, lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	prévention de la pollution des eaux	arrêté ministériel du 30/06/2006, article 20 > II.	avec suites, lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	gestion des déchets	arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 5.2.2.2	avec suites, lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	prélèvements et consommations d'eau	arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 4.1.2.1.	avec suites, lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	plan des réseaux de collecte des effluents	arrêté ministériel du 20/06/2006, article 16 - II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aux regards des prescriptions contrôlées, l'exploitant veille au respect de la réglementation applicable à son établissement. 2 points sont cependant à améliorer en ce qui concerne : l'accessibilité en toutes circonstances des commandes des obturateurs et la consommation d'eau de réseau public supérieure au seuil maximal fixé. L'exploitant devra également transmettre le compte-rendu de la vérification des installations de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : implantation – aménagement

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : risques chroniques, bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
Constats :

Les suites de la visite d'inspection du 19/09/2022 demandait à l'exploitant « de démontrer que les dispositifs et procédures prévus ou envisagés pour collecter l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie sont opérationnels ».

Dans sa réponse du 10/02/2023, l'exploitant a transmis une fiche processus "Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie", ainsi qu'un devis d'une société spécialisée pour le pompage des eaux d'extinction d'incendie. Ces éléments permettent de répondre à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 19/09/2022. En outre, la fiche processus définit les capacités de confinement des 2 sites. Ces capacités répondent aux exigences de l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°09 DAIDD IC 127 du 15 mai 2009.

Type de suites proposées : sans suite

N° 2 : implantation – aménagement

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

Constats :

Lors de l'inspection du 19/09/2022, l'inspection a constaté que : « le système de désenfumage n'est pas contrôlé au moins annuellement par un organisme extérieur. L'exploitant confirme que le contrôle de ces dispositifs n'est réalisé qu'en interne »

Dans sa réponse du 10/02/2023, l'exploitant a précisé qu'il avait mandaté un organisme extérieur pour contrôler le système de désenfumage. Ce contrôle a été réalisé le 25/01/2023.

Type de suites proposées : sans suite

N° 3 : prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 30/06/2006, article 20 > II.

Thème(s) : risques chroniques, valeurs limites d'émission dans l'eau

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

POLLUANT	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	CONDITION SUR LE FLUX
MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j.
CN libres	0,1	0,1	/
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j.
Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j.
Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j.
P	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct).
	/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé).
DCO	300	600	/
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux

d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19/09/2022, l'inspection a constaté que : « <i>contrairement aux dispositions de l'article 20 II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié sus-mentionné, les CN libres ne sont pas analysés. Il convient donc que l'exploitant réalise des analyses de ce paramètre aux fréquences fixées par la réglementation en vigueur</i> ».
Dans sa réponse du 10/02/2023, l'exploitant a informé l'inspection que les cyanures libres étaient désormais analysés tous les trimestres en fournissant également un devis d'un bureau d'analyse spécialisé dans les prélèvements d'eau. Le dernier rapport d'essai établi par Analy-Co lors des prélèvements effectués du 28 au 29/03/2023 montre que les résultats des concentrations mesurées sont conformes aux valeurs limites définies à l'article 20 II ci-dessus.
Observations : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le <u>transfert régulier des mesures sur GIDAF</u> . En effet, les données relatives aux mois de juin, août et septembre n'étaient pas accessibles au jour de la visite.
Type de suites proposées : sans suite

N° 4 : gestion des déchets

Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 5.2.2.2
Thème(s) : risques chroniques, gestion des déchets
Prescription contrôlée : La quantité totale de déchets générés en grande quantité sur le site ne doit pas dépasser la quantité de déchets produite en un an. Cette disposition vise à la fois les déchets dangereux et les déchets non dangereux.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19/09/2022, l'exploitant a mentionné que 8 tonnes de déchets de résidus de la chaîne de traitement utilisant du Cr VI correspondaient à 4 années de traitement. Il n'élimine donc pas les déchets présents sur le site tous les ans comme le prévoit l'article 5.2.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire sus-mentionné.
Dans sa réponse du 10/02/23 l'exploitant a précisé qu'il réalisait dorénavant une fois par an la collecte des déchets générés par la station 0. Le jour de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection le bordereau de suivi de déchets dangereux relatif à ces déchets, lesquels ont été traités en février 2023.
Type de suites proposées : sans suite

N° 5 : prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 4.1.2.1.
Thème(s) : risques chroniques, protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours d'eau dans les réseaux d'adduction publique ou dans les milieux de prélèvement.
Les systèmes de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destinés à éviter en toutes circonstances le retour d'eau pouvant être polluée, doivent être vérifiés régulièrement et entretenus au moins une fois par semestre.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19/09/2022, l'inspection a constaté que, contrairement aux dispositions de l'article 4.1.2.1 de son arrêté préfectoral complémentaire visé supra, les contrôles

du dispositif anti-retour ne sont pas réalisés tous les semestres.
Dans sa réponse du 10/02/23 l'exploitant a informé l'inspection qu'il réalisait dorénavant un contrôle tous les semestres. Les derniers contrôles ont eu lieu en novembre 2022 et mai 2023.
Type de suites proposées : sans suite

N° 6 : protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 4.2.4.2.
Thème(s) : risques chroniques, isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. En l'occurrence, les réseaux de collecte sont équipés d'obturateurs permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site (deux obturateurs automatiques sur le site n°1 et sur le site n°2). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19/09/2022, l'inspection a constaté que <i>« la consigne de la procédure n°3401_D n'est pas suffisante pour s'assurer que les eaux polluées ne soient libérées dans le réseau d'assainissement avant leur traitement. Il convient donc que l'exploitant modifie sa procédure. »</i> Dans sa réponse du 10/02/23, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure mise à jour. Cependant au cours de la visite du site, il a été constaté que la commande de l'obturateur à proximité des vestiaires, situés entre les 2 sites, était difficilement accessible, étant donné les nombreux stockages présents devant cette commande. L'exploitant justifiera d'avoir libéré l'espace autour de la commande de l'obturateur. En outre l'inspection demande à l'exploitant d'être vigilant et de vérifier régulièrement que les commandes sont accessibles et actionnables en toutes circonstances.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : infrastructures et installations

Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009, article 7.2.4.
Thème(s) : risques accidentels, protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Avant le 1er janvier 2010, Une analyse du risque foudre est réalisée par un organisme compétent. Cette analyse identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. À compter du 1er janvier 2012, En fonction des résultats de l'analyse des risques foudre, une étude technique est réalisée par un organisme compétent définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée si besoin après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat de l'Union Européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après

l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois-après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 623053.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Dans sa réponse du 10/02/23, l'exploitant a transmis une nouvelle étude technique foudre réalisée en décembre 2022.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a remis l'analyse du risque foudre réalisée en décembre 2022, ainsi que l'attestation de fin de travaux, du 03/04/2023. Les travaux de mise aux normes ont été réalisés par la société FRANKLIN ÉNERGIE. L'exploitant a également informé l'inspection du passage du bureau Véritas en vue de réaliser la vérification périodique complète des installations de protection contre la foudre. Ce contrôle était programmé le 21/12/2023.

À réception, l'exploitant transmettra le compte-rendu de la vérification des installations de protection contre la foudre.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : consommations d'eau

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 20/06/2006, article 15

Thème(s) : risques chroniques, prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette prescription est complétée par l'art. 4.1.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009 et l'art. 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/07/2011

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

<i>Origine de la ressource</i>	<i>Consommation maximale annuelle</i>	<i>Débit maximal journalier</i>
Réseau public	2 000 m ³	7 m ³ /j
Eau de forage	55 000 m ³	213 m ³ /j

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) lorsqu'il existe.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies notables.

Le débit de prélèvement de la nappe souterraine étant supérieur à 10 m³/j, un relevé des volumes sera effectué journalièrement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

Le relevé journalier des volumes prélevés dans la nappe souterraine est fourni à l'inspection. Au 24/11/2023, la consommation depuis le 01/01/2023 est de 37 381 m³. Cette consommation est inférieure à la consommation maximale fixée (55 000 m³) par l'art. 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/07/2011.

Par contre, la consommation d'eau prélevée dans le réseau public est supérieure à celle fixée à l'art. 3.1 précité. En effet, sur une année glissante du trimestre 4 de 2022 au trimestre 3 de 2023, la consommation globale d'eau du réseau public sur les 2 sites est de : 2 374 m³, pour une limite fixée à 2 000 m³. L'exploitant devra se justifier sur cette différence de volume d'eau utilisée sur son site. Il prendra les mesures nécessaires pour ne pas dépasser ce seuil de 2 000 m³.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 20/06/2006, article 16 - II

Thème(s) : risques chroniques, prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Cette prescription est complétée par l'art. 4.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009 et l'art. 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/07/2011 :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que les services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes manuelles et automatiques, compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur points de contrôle et les point de rejet de toute nature (interne ou au milieu),
- la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Le plan des réseaux de collecte des eaux est mis à jour dans un délai d'un mois suivant la réalisation des travaux de modification des réseaux.

Constats :

Le plan des réseaux a été remis à l'inspection. Ce plan a été mis à jour en janvier 2023.

Type de suites proposées : sans suite